

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Vite, un congrès !

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : samedi 25 octobre 2014

Démocratie & Socialisme

Les débats font rage entre responsables socialistes, le congrès commence sur les chapeaux de roue mais sans que, malheureusement, aucune date officielle ait encore été fixée. Nos statuts prévoient un congrès à mi-mandat présidentiel. C'est maintenant. Alors ne tardons plus. Les militants doivent être consultés sur la ligne politique du gouvernement, de plus en plus ouvertement libérale et en contradiction avec toutes les orientations débattues et adoptées par le Parti socialiste, comme avec les « 60 engagements de François Hollande ». Jean-Christophe Cambadélis a raison : « *les courants socialistes doivent débattre sans se battre.* » Sans le cadre organisé d'un congrès, avec dépôt de texte de contributions puis de motions, le débat risque de ne se dérouler que par médias interposés et sans que les militants puissent y participer. Vite, vite un congrès !

Une politique gouvernementale passéiste

Manuel Valls est passé à l'offensive contre une gauche qui serait « *passéiste* », alors que lui serait un « *pragmatique moderne* ». Or, si l'on regarde de près, sa politique n'a rien de moderne mais reproduit, sous la pression du Medef et de la Commission européenne, presque point par point la politique qui était menée en Europe à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, notamment durant les années 1920 et 1930. Une politique qui avait mené, faut-il le rappeler, à une crise économique d'une incroyable violence et à l'arrivée au pouvoir des nazis, d'abord en Allemagne, puis sur tout le continent européen.

- ▶ La confiance faite à la toute puissance des marchés, à sa « main invisible » qui produirait nécessairement l'harmonie économie et sociale redevient le dogme dominant. Il avait, en pratique, abouti à la crise de 1929 et à celle de 2007-2008 après qu'aient éclaté les bulles spéculatives que cette confiance béate avait laissées gonfler démesurément.
- ▶ La bride sur le cou laissée aux banques et à la finance internationale était à l'origine de la crise de 1929 et de celle de 2007-2008. Rien n'a changé depuis cette dernière crise et tous les ingrédients d'une nouvelle crise financière se rassemblent de nouveau. Les derniers soubresauts des bourses mondiales sont l'expression de ces mouvements souterrains, prêts à produire une nouvelle irruption volcanique. Tout ce passe, en effet, comme si l'on avait recommencé à construire une nouvelle centrale nucléaire sur le site de Fukushima sans même avoir pu arrêter la fusion des précédents réacteurs. La fusion de ces réacteurs continue sous la forme d'une dette privée transformée en une gigantesque dette publique qui hypothèque gravement la possibilité de sortir de la crise économique et sociale que nous subissons aujourd'hui.
- ▶ La mondialisation financière qui dominait déjà l'économie à la fin du XIXe siècle nous est, aujourd'hui présentée, après la parenthèse des « 30 glorieuses » entre 1945 et 1975, comme un horizon indépassable, qui serait, de surcroît, d'une incroyable modernité.
- ▶ La politique de restriction des déficits budgétaires n'est plus aujourd'hui menée sous le fouet de l'étalon-or et du « Franc fort » mais sous celui de l'euro cher, de la Commission européenne et des ses dogmes.
- ▶ La politique déflationniste de baisse des salaires (gel du point d'indice de la Fonction publique, absence de coup de pouces pour le Smic, baisse des prestations sociales) menée par Manuel Valls est dans la lignée de la politique menée dans les années 1930 par Heinrich Brüning en Allemagne et Pierre Laval en France. La politique du « New Deal » conduite par Franklin D. Roosevelt, à peu près au même moment, se situait à l'exact opposée de la politique allemande et français. C'est pourtant, sans le moindre souci de cohérence, du « New Deal » que se réclame Manuel Valls.

Débat : oui ! Invectives et menaces : non !

On a entendu des demandes d'exclusion de Gérard Filoche parce qu'il rappelle la responsabilité de Total dans les affaires et son soutien à la dictature militaire birmane. Benoît Hamon et Aurélie Filippetti reçoivent l'injonction de quitter le PS parce qu'ils se sont abstenus lors du vote du Budget à l'Assemblée. Stop ! Arrêtons ces faux procès ! Le délit d'opinion n'existe pas chez les socialistes, pas davantage que dans notre République. Ni Jérôme Cahuzac, ni Thomas Thévenoud, ni Jean-Noël Guérini n'ont été l'objet de tant d'attention !

S'agit-il de faire taire des voix de gauche et de faire diversion pour ne pas reconnaître que la majorité qui soutient la politique menée s'étirole chaque jour davantage au sein même de l'Assemblée nationale ?

Ouvrons le débat sur le fond, c'est-à-dire sur l'écart qui se creuse entre la politique mise en oeuvre et les attentes des électeurs de gauche. C'est ce qu'attend la gauche ! C'est ce qu'attendent les Socialistes !